

Retour en région d'une partie des revenus liés à la bourse du carbone

Une contribution essentielle pour la diversification économique régionale

Saguenay, le 5 septembre 2007 – « Il faut s'assurer de mettre en place une mesure assurant le retour en région d'une partie des revenus liés à la vente de crédits de carbone, quand ceux-ci originent d'une fermeture d'usine, c'est une des clefs pour assurer la diversification économique des régions touchées par des fermetures. C'est un encadrement minimum du principe des bourses du carbone qu'il faut absolument s'assurer d'avoir », de déclarer M. Claude Patry, M. Pierre Simard, M. Marcel Lépine et M. Bernard Mallet, respectivement présidents du Syndicat national des employés de l'aluminium d'Arvida (SNEAA), du Syndicat des employés d'Énergie électrique Québec (SEEEQ), du Syndicat des employés des Installations portuaires (SEIP) et du Syndicat national des travailleurs de l'aluminium de Beauharnois (SNTAB), en réaction au dévoilement d'une étude du Groupe Performance Stratégique (GPS) sur le sujet commanditée par leurs syndicats respectifs.

Des sommes considérables en jeu chaque année

« Juste pour Alcan, la valeur des crédits de carbone résultant de la fermeture des cuves Söderberg d'Arvida (fermées en 2004), de l'usine Beauharnois (fermeture anticipée par Alcan vers 2010) et de l'usine Shawinigan (fermeture anticipée par Alcan vers 2012) sera de 26,6 millions de dollars, et ça, à chaque année. Le montant annuel va monter à 47,7 millions de dollars si l'usine Vaudreuil (qui transforme la bauxite en alumine) venait elle aussi à fermer », d'expliquer M. Patry.

« La compagnie Alcan bénéficierait alors d'un revenu annuel récurrent de 50 millions de dollars, alors que plus de 2 500 bons emplois disparaîtront au Québec, c'est très inéquitable. Nos organisations syndicales appuient donc, sans réserves, l'introduction d'une mesure visant un meilleur partage de la valeur des crédits de carbone résultant des fermetures d'usines, partage qui doit être proportionnel au maintien d'autres activités économiques dans les régions touchées par les fermetures », de déclarer Messieurs Patry, Simard, Lépine et

Mallet. « Dans le fond, les crédits de carbone vont devenir ni plus ni moins qu'une nouvelle ressource naturelle majeure au Canada. C'est aujourd'hui qu'il faut s'occuper d'en partager équitablement les retombées.

Quand on entend toutes sortes de déclarations contradictoires quant à la volonté de Rio-Tinto-Alcan de poursuivre dans la voie de la transformation de l'aluminium au Saguenay—Lac-Saint-Jean, notre proposition va nous donner les moyens à notre région de s'assurer qu'il y en ait réellement de la transformation d'aluminium et de la diversification économique au Saguenay—Lac-Saint-Jean », de souligner M. Pierre Simard.

Un dossier d'envergure canadienne

« Ce dossier interpelle tous les leaders des communautés canadiennes ayant subi ou qui subiront une fermeture d'usine fortement émettrice de carbone. Il interpelle également le gouvernement du Canada pour qu'il mette en place, au plus vite, le cadre légal de cette bourse du carbone en y incluant une mesure assurant un juste retour en région d'une partie des revenus liés aux crédits de carbone résultant d'une fermeture d'usine. Nous lançons l'idée et nous souhaitons qu'elle soit appuyée le plus largement possible, au bénéfice de toute communauté québécoise ou canadienne qui a subi ou qui subira une fermeture d'usine fortement émettrice de carbone », de déclarer Messieurs Patry, Simard, Lépine et Mallet.

Les quatre leaders syndicaux ont tenu à souligner avec fierté que le financement de l'étude GPS et la proposition de retour en région d'une partie des revenus liée aux crédits de carbone résultant d'une fermeture d'usine, sont « la plus belle incarnation d'un syndicalisme moderne à la recherche de solutions constructives, le genre de syndicalisme que nous pratiquons et qui a permit la campagne « ON Y VA » des travailleurs (euses) d'Alcan, campagne qui a réussi à renverser les décisions d'abandon de construction de nouvelles alumineries au Saguenay—Lac-Saint-Jean, pour au contraire se solder par un plan d'investissement de 2,1 milliards de dollars en 10 ans annoncé en décembre 2006 par Alcan... »

- 30 -

Source : **Claude Patry**

Président du Syndicat national des employés de l'aluminium d'Arvida (SNEAA), TCA
local 1932

Téléphone : (418) 812-5228

Pierre Simard

Président du Syndicat des employés d'Énergie électrique Québec (SEEEQ), TCA
local 1926

Téléphone : (418) 720-2560

Marcel Lépine

Président du Syndicat des employés des Installations portuaires (SEIP), TCA local
1946

Téléphone : (418) 544-1886

Bernard Mallet

Président du Syndicat national des travailleurs de l'aluminium de Beauharnois

Téléphone : (514) 918-3918